

**Avis adopté**

Séance plénière du 8 juillet 2025

*L'habitat et le logement face aux défis sociaux, territoriaux et écologiques*

**Déclaration du groupe CFE-CGC**

Le logement est un enjeu de cohésion sociale : creuset matériel de la famille, levier d'élévation sociale, comme de mobilité géographique, il est aussi une composante patrimoniale importante des Français.

Mais il peut aussi être discriminant... « banlieusard », « provincial », « parisien » ne sont pas toujours des gentilleses. Mal appréhendé il peut être déclencheur de crises sociales car le mal-logement est un sentiment diffus, dont les externalités négatives vont s'exprimer ailleurs. Parfois brutalement.

Ces quelques caractéristiques lui confèrent une importance politique élevée.

Notre groupe salue la qualité des travaux menés par la commission, qui met en lumière des priorités majeures telles que la lutte contre les inégalités d'accès au logement, l'articulation entre planification territoriale et production de logements et la nécessité d'une gouvernance territoriale renforcée et mieux coordonnée.

Sur le lien logement-formation-emploi, il est un levier de développement et de sécurisation des parcours professionnels, notamment pour les étudiants, les jeunes actifs et les salariés en mobilité ou en reconversion.

Sur le handicap, il faut passer d'une logique de besoin à une logique de droit. Nous proposons la reconnaissance de l'accessibilité comme critère de qualité à part entière.

Sur le grand âge, rappelons que notre pays va devoir créer des parcours d'habitats adaptés, en qualité et en quantité, en phase avec le vieillissement de notre société.

Enfin, quand l'accession au logement devient un luxe pour beaucoup de salariés, il est temps de porter le regard loin et d'y répondre par des mesures adaptées.

Mais au-delà des discours, le logement a besoin de vigilance et de persévérance, et d'un cadre national structurant et stable, pour garantir cohésion et solidarité entre les classes sociales, entre les générations et entre les territoires.

Le groupe CFE-CGC votera cet avis.